



**VILLE DU BOUSCAT**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213300692-20151013-131015-22a-DE

Accusé certifié exécutoire

**EXTRAIT DU REGISTRE** Délibération n° 26/10/2015

Publication : 26/10/2015

**DES**

## **DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

### **Séance ordinaire du 13 Octobre 2015**

#### **DOSSIER N° 22 :**

**VENTE DE L'IMMEUBLE POLE EMPLOI  
A LA FABRIQUE METROPOLITAINE**

Le Conseil Municipal de la Ville du BOUSCAT, dûment convoqué par Monsieur le Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Patrick BOBET, le 13 Octobre 2015

**Nombre de Conseillers  
en exercice : 35**

**Membres présents : 29**

**Absent : 1**

**Excusés : 5**

**Présents** : Patrick BOBET, Bernard JUNCA, Emmanuelle ANGELINI, Dominique VINCENT, Virginie MONIER, Joan TARIS, Odile LECLAIRE, Denis QUANCARD, Bérengère DUPIN, Bénédicte SALIN, Monique SOULAT, Daniel CHRETIEN, Philippe VALMIER, Françoise COSSECQ, Alain MARC, Agnès FOSSE, Sandrine JOVENE, Thierry VALLEIX,, Didier BLADOU, Philippe FARGEON, Nancy TRAORE, Emilie MACERON-CAZENAVE, M. LABAT, Géraldine AUDEBERT, Maël FETOUH, Grégoire REYDIT, Pascal BROQUAIRE, Claire LAYAN, Patrick ALVAREZ

**Excusés avec procuration** : Gwénaél LAMARQUE (à MME LECLAIRE), Nathalie SOARES (à MME FOSSE), Bernadette HIRSCHWEIL (à MME JOVENE), Gloria QUETGLAS (à M. MARC), Pierre CATARD (à MME LAYAN)

**Absents** : Jean-Bernard MARCERON

**Secrétaire** : M. FETOUH

**DOSSIER N°22 :      **VENTE DE L'IMMEUBLE POLE EMPLOI  
A LA FABRIQUE METROPOLITAINE****

RAPPORTEUR : Bernard JUNCA

Dans le cadre de l'opération 50 000 logements « Libération-Centre Ville », la commune du Bouscat est devenue propriétaire par anticipation des constructions et aménagements réalisés par Pôle Emploi (anciennement ANPE), sur la parcelle AT 96, de 1 357 m<sup>2</sup>, située 9 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny. L'acte notarié a été signé le 12 juin 2015.

Afin de permettre à Gironde Habitat de réaliser un nouveau bâtiment de 34 logements locatifs sociaux sur une partie de ce foncier, la ville doit vendre cette parcelle avec son bâtiment à la FAB laquelle le cèdera à Gironde Habitat une fois la démolition du bâti existant, le dévoiement des réseaux et l'aménagement des nouvelles voies réalisés.

En amont de la démolition du bâtiment par la FAB, les diagnostics obligatoires ont été réalisés par la ville pour un coût TTC de 1 680 €.

Ainsi, pour pouvoir réaliser la vente de ce bâtiment qui dépendait du domaine public, le Conseil Municipal a, par délibération du 7 juillet 2015, constaté sa désaffectation et procédé à son déclassement.

A présent, le Conseil Municipal doit procéder à la vente de ce bien au prix de 241 680 € nets, soit au même prix que l'indemnité versée par la commune à Pôle Emploi pour rupture anticipée de la convention d'occupation ( 240 000 €) à laquelle s'ajoute le coût des diagnostics (1 680 € TTC).

Ainsi,

CONSIDERANT que la commune du Bouscat est devenue propriétaire par anticipation de l'immeuble Pôle Emploi,

CONSIDERANT que pour pouvoir vendre à la FAB l'immeuble cadastré AT 96, il a été nécessaire de constater sa désaffectation et de procéder à son déclassement,

**VU** l'article L 1311-1 du code général des collectivités territoriales,

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 17 mars 2015 concernant la transaction entre la commune du Bouscat et Pôle Emploi pour rupture anticipée du bail à construction des locaux occupés par Pôle Emploi,

**VU** l'acte authentique signé le 12 juin 2015 entre la commune du Bouscat et Pôle Emploi contenant rupture de convention d'occupation,

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 7 juillet 2015 constatant la désaffectation de l'immeuble Pôle Emploi et procédant à son déclassement du domaine public,

**VU** l'estimation du service des Domaines en date du 9 décembre 2014,

**VU** les bons de commande de l'EURL ENASOL en date du 16 avril 2015 et du 17 juin 2015 pour la réalisation des diagnostics obligatoires avant démolition,

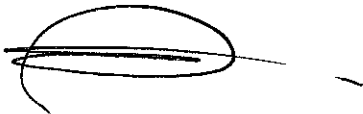
**Le Conseil Municipal après en avoir délibéré par :**  
**34 voix POUR**

**Article 1 :** Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte notarié avec la FAB pour la vente de l'immeuble pôle emploi cadastré AT 96,

**Article 2 :** Dit que les recettes seront inscrites au chapitre 77.

Fait et délibéré le 13 Octobre 2015

LE MAIRE,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal line and a short tail.

Patrick BOBET

